

LA LETTRE DU CEPII

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D' INFORMATIONS INTERNATIONALES

LA CENTIEME LETTRE DU CEPII

La présente Lettre est la centième parue depuis mai 1979. Chaque Lettre vise à présenter le point de vue du CEPII, en se plaçant dans une optique mondiale et une perspective de moyen terme. Les sujets sont définis soit au moment de crises majeures (des chocs pétroliers à l'éclatement de l'URSS, en passant par les chocs financiers et la guerre du Golfe), soit en fonction des études en cours sur les grandes mutations structurelles.

■ Economie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance

Deux coups de tonnerre ont, au début de cette décennie, secoué la planète : en août 1990 -avec les premiers mouvements de chars qui allaient conduire à la guerre du Golfe- et en août 1991 -avec les dernières convulsions de l'Union soviétique et de son Parti communiste. La violence de ces secousses a précipité la prise de conscience par les pays occidentaux des risques liés à la présence, sur leur pourtour, de régions sous-développées ou en régression économique, aux populations nombreuses ou rapidement croissantes.

On a un peu vite oublié les craintes nées en Europe en particulier, après l'invasion du Koweït. Elles étaient liées à l'incertitude sur l'issue et le coût, tant humain que financier, du conflit engagé là-bas, aux risques qui pesaient sur l'approvisionnement pétrolier, mais aussi à la peur de voir se développer une vague de terrorisme. Si cette menace s'est quelque peu estompée, elle est aujourd'hui relayée par la montée de l'islamisme, de Téhéran à Alger... Quant au putsch manqué de Moscou -survenant sur fond de guerre civile en Yougoslavie et alors que l'on chassait de Bari des Albanais à la recherche d'un avenir-, il aura convaincu que le clivage entre l'Est et l'Ouest a changé définitivement de nature.

C'est dans ce contexte géopolitique que se situe l'analyse des évolutions possibles de l'économie mondiale dans la présente décennie que propose le Rapport du CEPII intitulé "Economie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance" (1). Ce rapport, actuellement sous presse, souligne les risques liés à une croissance trop faible des économies occidentales (2) et montre dans quelle mesure et sous quelles conditions ils pourraient être évités.

(1) Ce rapport a bénéficié de la collaboration de l'équipe MIMOSA de l'OFCE.

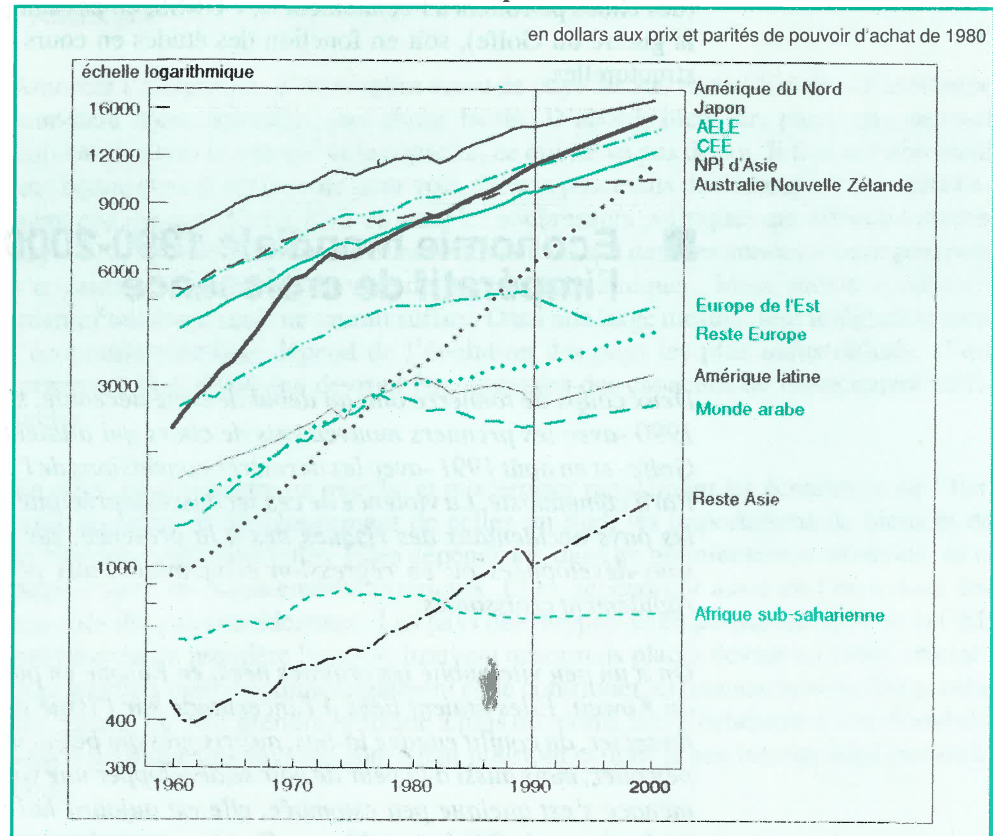
(2) Risques illustrés par un scénario tendanciel, proche de celui présenté antérieurement dans *La Lettre du CEPII*, numéro 96-97, mai-juin 1991.

Le risque d'une fracture accentuée

En l'espace de deux décennies, l'internationalisation des économies a considérablement progressé. L'intensité des échanges est beaucoup plus forte, et leur nature s'est profondément diversifiée. Hier, c'étaient surtout les marchandises qui circulaient, aujourd'hui, et de plus en plus, les capitaux, les entreprises, les savoir-faire se déplacent eux aussi. Mais ce progrès de l'intégration économique est loin de concerner de la même façon toutes les régions de la planète. La "fracture" qui se dessinait depuis de longues années est devenue de plus en plus nette.

Une mesure des disparités entre les grandes régions du monde est donnée par l'évolution des PIB réels par habitant, calculés en parités de pouvoir d'achat. Cet indicateur permet de comparer les niveaux de développement des différentes zones. Sur le graphique, les chiffres rétrospectifs depuis 1960 sont prolongés par les résultats du scénario tendanciel à l'horizon 2000. Les pays européens sont regroupés en quatre zones : la CEE sous sa forme actuelle (douze pays membres), les pays de l'AELE (pays scandinaves ou alpins qui sont les plus développés (3)), l'Europe de l'Est (l'ex-URSS et ses anciens partenaires d'Europe centre-orientale), et enfin le Reste de l'Europe où la Turquie est prépondérante (4).

GRAPHIQUE - Evolution des PIB réels par habitant



Source : Calcul CEPII à partir de MIMOSA et de la base CHELEM-PIB.

D'ici la fin du siècle, dans le scénario tendanciel, les pays industriels les plus avancés continueront à progresser quoiqu'à un rythme ralenti. Le Japon, qui a déjà dépassé la moyenne de la CEE à Douze au début des années quatre-vingt, doublera l'AELE dans les années quatre-vingt-dix, se rapprochant ainsi de l'Amérique du Nord (5). Le progrès des NPI d'Asie sera encore plus spectaculaire : après s'être détachés de l'ancien Tiers-monde, ils dépasseront à la fin de la décennie l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en perte de vitesse, et seront alors très près de la CEE.

(3) Les sept pays membres actuels de l'AELE sont la Suède, la Norvège, l'Islande, la Finlande, l'Autriche, la Suisse et le Liechtenstein.

(4) Dans cette zone hétérogène de pays méditerranéens rattachés à l'Europe figurent également les Etats issus de la Yougoslavie, ainsi qu'Israël, Chypre et Malte.

(5) Celle-ci n'est constituée ici que des Etats-Unis et du Canada. Le Mexique, qui est moins développé, demeure rattaché à l'Amérique latine.

Au Sud, parmi les pays qui peuvent encore être considérés comme étant en développement, un contraste frappant oppose les continents. L'Amérique latine et le Monde arabe, qui étaient les mieux placés jusqu'à la fin des années soixante-dix, ont reculé dans les années quatre-vingt. Si le niveau du PIB par tête recommencera à augmenter dans ces pays d'ici l'an 2000, leur position relative par rapport aux pays développés continuera à se détériorer. Dans les deux zones les plus pauvres, on observera une poursuite du décollage industriel dans le Reste de l'Asie, qui englobe les géants démographiques (Chine, Inde, Indonésie) ; à l'inverse, les pays d'Afrique sub-saharienne resteront plongés dans un profond sous-développement, l'industrie y demeurant pratiquement inexistante à l'exception de l'Afrique du Sud.

Les pays d'Europe de l'Est, quant à eux, sont placés dans une position intermédiaire entre les pays développés et les pays en développement. Dès la fin des années soixante-dix, l'espoir d'un rattrapage vis-à-vis de l'Ouest était irrémédiablement perdu. Le processus de réforme actuellement en cours est douloureux : la croissance n'a pas cessé de se ralentir. Le passage à l'économie de marché implique une période de "vaches maigres", représentée sur le graphique par le point 1995 : dans l'ensemble de ces pays, le PIB par tête sera à ce moment encore inférieur de 12 % au niveau atteint en 1990.

2

Des facteurs cumulatifs de migrations

Lorsqu'un pays est plongé dans une crise économique profonde et durable que ses dirigeants ne paraissent pas en mesure de surmonter, il peut sombrer dans le désordre, se réfugier dans le fanatisme politique ou l'intégrisme religieux. Dès lors, une partie de la population peut être tentée de chercher son épanouissement ailleurs, en particulier dans les pays industrialisés plus développés et plus riches. Les données statistiques officielles ont d'autant plus de mal à recenser ces mouvements migratoires qu'ils prennent bien souvent une forme clandestine. Si le Japon est parvenu jusqu'à présent à s'en préserver, les Etats-Unis et les pays ouest-européens subissent une pression croissante qui, dans certains cas, peut aller jusqu'à provoquer des réactions xénophobes.

Les pays d'accueil ont de plus en plus de mal à régler ce problème, car toute régularisation de clandestins ne fait que susciter de nouveaux afflux de population. En outre, l'effort d'intégration des immigrés déjà présents est susceptible d'accélérer le processus, car la population la plus apte à s'intégrer dans un pays industriel est précisément celle qui est la mieux formée et la plus éduquée. L'intégration des individus peut s'avérer favorable au pays d'accueil, mais elle va à l'encontre de l'intégration économique du pays d'origine qu'elle tend à vider littéralement de sa substance. Lorsque toutes les élites dont une nation a besoin pour son décollage économique s'en vont, un processus pervers et cumulatif tend à s'enclencher car la situation de retard économique devient de plus en plus difficilement réversible.

Les mouvements de flux migratoires déjà enclenchés sont fonction, à la fois, des écarts de développement et des relations de proximité. Spontanément, les flux à destination des Etats-Unis se font en provenance de l'Amérique latine, en commençant par le Mexique qui est le pays le plus proche. Vers les pays de la CEE ou de l'AELE, ils ont une double origine, venant soit du Sud (de l'Afrique du Nord, puis de l'Afrique sub-saharienne), soit de l'Est (d'abord d'Allemagne de l'Est -mais ce cas particulier a été réglé par la réunification- puis des autres pays d'Europe centre-orientale, et enfin des Républiques de l'ex-Union soviétique). Par contre, relativement peu de flux se manifestent en Asie en raison du progrès économique dans la plupart des pays de ce continent.

Quelle peut être l'ampleur des mouvements prévisibles de population en provenance des pays dont la situation économique sera la plus dégradée ? Personne ne se risque à faire des prévisions dans ce domaine mais, pour situer les enjeux, il suffit d'observer

La nécessité d'une intégration économique



Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard
75015 Paris.
Tél. (1) 48 42 64 64

Rédacteur en chef :
Gérard Latay.

Diffusion :

La Documentation Française.

Abonnement d'un an
(8 numéros) : 190 F (France),
220 F (Etranger),
28 F (suppl. pour envoi
par avion).

Commande adressée à :
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur de la publication :
Anton Brender.

ISSN 0243-1947

CPPP numéro 1462 AD.
4ème trimestre 1991
Decembre 1991

Imp. SNLIR - IVRY

Imprimé en France

les tendances démographiques selon la projection moyenne faite par l'ONU. De 1990 à l'an 2000, si l'on exclut les effets de guerres, cataclysmes naturels ou épidémies, la population de l'Europe de l'Est n'augmentera que de 22 millions d'habitants ; en revanche, l'accroissement atteindra 90 millions pour l'Amérique latine, 81 millions pour le Monde arabe, et 186 millions pour l'Afrique sub-saharienne. A la fin du siècle, l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient aura une population supérieure à un milliard d'habitants. Il suffit d'appliquer un pourcentage, même modeste, à ces chiffres pour deviner les flux migratoires qui risquent de se produire si rien n'est fait pour contrecarrer les tendances économiques.

Que l'on se tourne vers le Sud ou vers l'Est, le problème est le même : permettre à des régions jusqu'ici largement exclues des réseaux d'échanges internationaux de s'y insérer peu à peu. Si, en effet, un tel mouvement ne s'amorce pas au cours de l'actuelle décennie, l'exclusion de nombre de ces pays deviendra de plus en plus irréversible, tant est puissante la dynamique de concurrence qui pousse ceux qui prennent activement part aux échanges mondiaux à des progrès continus de productivité et de qualité. Rien ne l'aura montré plus clairement que le formidable décalage qui, dans ces domaines, s'est établi, en deux générations seulement, entre les deux parties de l'Allemagne.

Amorcer l'intégration d'un nombre accru de pays du Sud et de l'Est dans l'économie mondiale n'est, toutefois, pas chose facile. D'abord, bien sûr, parce que ceux-ci doivent en avoir la volonté et la capacité, ce qui ne va pas de soi. Il faut certainement une bonne dose d'optimisme pour voir, dans le processus de décomposition actuellement engagé dans l'ex-URSS ou dans les soubresauts politiques qui affectent maints pays d'Afrique, les linéaments de sociétés neuves qui dans les années à venir pourront s'engager résolument sur la voie du progrès économique... Mais, même si cet optimisme était fondé, cela ne saurait suffire. Dans une large mesure, leur intégration dans l'économie mondiale dépend de l'évolution des pays les plus industrialisés. C'est largement là d'abord que devront être dégagées des capacités de financement suffisantes.

En effet, pour remettre en marche et moderniser rapidement les économies de l'Est, pour accélérer le développement de celles du Sud, les importations de biens et de techniques sont essentielles. Elles dépendront, dans un premier temps au moins, de la disponibilité de financements extérieurs. Elles dépendront aussi de l'ouverture des marchés des pays occidentaux. Les pays développés -et en particulier ceux de la CEE qui figurent en première ligne- se trouvent désormais placés devant un choix crucial : accepter de s'ouvrir commercialement et de contribuer au financement de leur proche périphérie, ou bien prendre le risque à plus ou moins brève échéance d'une déstabilisation politique des pays qui sont à leur pourtour et donc d'une immigration incontrôlable.

La facilité avec laquelle l'Occident acceptera de voir ses marchés pénétrés par les pays périphériques, comme le rythme d'expansion de ces marchés, dépendront essentiellement de sa croissance : si elle est par trop médiocre, le processus d'intégration risque de se trouver bloqué. S'interroger sur l'insertion des pays périphériques dans l'économie mondiale, c'est donc aussi et d'abord s'interroger sur ce que pourrait être, au cours de cette décennie, la croissance à l'Ouest.

Croissance et intégration économiques sont indissociables. Seule la croissance permet d'accommoder les mutations structurelles qui découlent d'une intégration plus poussée des économies nationales; en sens inverse, des réseaux toujours plus serrés d'échanges commerciaux, financiers et industriels peuvent favoriser la croissance par une meilleure allocation des ressources. L'objet du prochain Rapport du CEPPII est précisément d'analyser les conditions dans lesquelles une telle perspective pourrait se réaliser dans la présente décennie.